



Etienne Schneider, entre Michel Wurth et Robert Dennewald: regardent-ils encore dans la même direction?

## L'IMPATIENCE POINTE...

Si les revendications de la Chambre de commerce et de la Fedil restent constantes, le ton change. On ne se contente plus d'effets d'annonce et des critiques apparaissent. La fin de l'état de grâce pour la coalition?

Ce sont les hasards du calendrier: ce 22 avril, la Fedil tenait son assemblée plénière et la Chambre de commerce, son assemblée générale. L'occasion pour elles de se livrer à un tour d'horizon des problèmes socio-économiques et d'appeler aux réformes. Sans surprise.

Du côté de la Chambre de commerce, Michel Wurth plaide pour un nouveau modèle de croissance. Pour lui, l'objectif de l'équilibre des finances publiques ne sera atteint que si deux conditions sont réunies. Premièrement, l'établissement d'une nouvelle croissance économique, à caractère intensif, c'est-à-dire basée sur des gains de productivité dans tous les aspects des secteurs public et privé. Et deuxièmement, la réduction du chômage et en particulier l'intégration des demandeurs d'emploi résidents sur le marché du travail.

«Si le gouvernement décidait de faire abstraction de ces deux conditions, l'assainissement nécessaire des finances publiques devrait être effectué principalement par ponction sur l'économie, ce qui serait destructeur de croissance et donc de ressources nouvelles, et aboutirait à un appauvrissement général de l'économie et de ses agents, à l'instar de ce qui se passe dans les pays de l'Europe du sud», analyse le président réélu.

### Les patrons veulent des actes

MARC FASSONE - mfassone@le-jeudi.lu

Quant aux réformes, elles sont connues. Le discours de Michel Wurth est sur le site de la Chambre de commerce. Tout y est.

#### Premières piques

Même son de cloche du côté de la Fedil: «Il faut remettre l'économie sur la trajectoire de la croissance». 2013 a été une année difficile pour l'industrie, constate son président, Robert Dennewald, qui indique que la production industrielle a diminué de 2,7% par rapport à 2012 – année au cours de laquelle l'activité était déjà en baisse de 5% par rapport à 2011. Et pour le secteur de la construction, le recul est de 4,3%. Pour Robert Dennewald, il reste prématuré de parler de reprise. Et lui aussi plaide pour un choc de compétitivité. Et, s'il se réjouit d'avoir sur le sujet l'oreille du gouvernement, il s'inquiète de ce que les économies budgétaires ont été réalisées, à 60%, à travers la non-réalisation d'investissements. Il s'inquiète également de l'actuel statu quo en matière d'indexation et du renvoi aux partenaires sociaux pour régler le problème. Pour Robert Dennewald, il est désormais essentiel de concrétiser les annonces au plus vite. L'heure du délai de

grâce accordé au gouvernement est passée. La Fedil veut des actes.

Tout comme la Chambre de commerce, qui semble désormais moins se contenter de promesses et met en avant quelques casus belli.

Comme la non-neutralisation de l'effet de la hausse de la TVA dans l'indexation. Michel Wurth demande même que le gouvernement évalue la proposition de la Chambre de commerce d'envisager la désindexation générale de l'économie pour casser l'inflation. Un acte politique fort. Michel Wurth critique également la décision du gouvernement de couper dans le budget promis à la Mutualité des employeurs, «une décision contraire à l'engagement pris lors de l'introduction du statut unique». Et il plaide pour l'instauration, pour certaines catégories de personnes, d'un salaire inférieur au salaire minimum. «Il s'agirait de trouver des formules visant à subventionner le coût du travail en lieu et place du financement du chômage et de l'inactivité en général», explique-t-il.

Est-il sérieux ou cherche-t-il à faire réagir un gouvernement qui reste pour l'instant dans le domaine des promesses plus que de l'action? Il va falloir plus que le charme d'Etienne Schneider pour éviter que les patrons passent dans l'opposition.